

**WILLIAM AURÉLIEN ÉTEKI MBOUMOUA, LA DIPLOMATIE
CAMEROUNAISE ET L'ORGANISATION DE L'UNITÉ
AFRICAINNE
1960 -1978**

Mamoudou

Département d'Histoire
Faculté des Lettres et Sciences Humaines
Université de Douala /Cameroun
Email : mamoudou_t@yahoo.fr

Résumé : Géographiquement situé en Afrique centrale, le Cameroun fut l'un des Etats fondateurs de l'Organisation de l'Unité Africaine (OUA) en 1963. En tant que acteur des relations internationales, il a eu une diplomatie dynamique influencée par l'héritage colonial, les contingences historiques et le quotient personnel de ses fils au rang desquels figure en bonne place William Éteki Mboumoua. Ce dernier qui succède à son compatriote Joseph Nzo Ekangaki à la tête de l'OUA en 1974, contribua grandement au développement et au rayonnement de l'institution panafricaine dans un contexte où le Cameroun déployait, sous la houlette de son chef de l'Etat Ahmadou Ahidjo, une diplomatie de présence et d'affirmation. Cette réflexion, qui s'adosse sur la biographie de William Éteki Mboumoua, montre la contribution d'un acteur de l'histoire à l'émergence de la diplomatie camerounaise et à la vitalité diplomatique de l'OUA. Grand commis de l'Etat, Éteki Mboumoua laissa une marque indélébile dans l'histoire de l'OUA. Fin négociateur, ce camerounais a œuvré pour la promotion économique du potentiel africain et pour la diplomatie culturelle en Afrique. Il fit montre de grandes qualités humaines et professionnelles tout au long de son mandat à la tête du secrétariat général de l'organisation panafricaine. Il quitta son poste en 1978, non sans regrets, pour regagner son pays et occuper le poste de conseiller diplomatique à la présidence de la république. Ce travail qui s'inscrit dans la perspective du genre biographique analyse l'œuvre du diplomate Éteki Mboumoua en exploitant des sources diverses et variées.

Mots-clé : Eteki Mboumoua, diplomatie camerounaise, Organisation de l'Unité africaine

Abstract: Geographically located in the Central African zone, Cameroon was one of the founding states of the Organisation of African Unity (OAU) in 1963. Her colonial heritage, historical contingences and the dynamism of some of Cameroons sons such William Eteki Mboumoua greatly fashioned the dynamism of Cameroons diplomacy. Eteki Mboumoua who succeeded Joseph Nzo Ekangaki at the head of OAU in 1974 contributed significantly to the development of the panafrikan institution as Cameroon under Ahmadou Ahidjo persued the diplomacy of effective presence. This study which is a contribution to Eteki Mboumoua's biography reveals

the role of this historical figure to the rise of Cameroon's diplomacy and to the vitality of the OAU. As a refined diplomate and an excellent negotiator, Eteki Mboumoua left indelible marks as the OAU Secretary General as he worked for the economic and cultural development of the continent. By the time he left office in 1978 to serve his country as a diplomatic adviser at the presidency, he had distinguished himself as a great professional and humain leader. Using diversed and varied sources, this study which is in fact a biography analyses the diplomatic achievements of Eteki Mboumoua.

Key Words: Eteki Mboumoua, Diplomacy, OAU

Introduction

Le 1^{er} janvier 1960, le Cameroun accède à l'indépendance et devient un État souverain dans un contexte de décolonisation en Afrique. Avant cette date, le territoire était sous la domination coloniale européenne. Il a connu une triple administration allemande (1884-1914) d'abord et anglo-française ensuite de 1916 à 1960. C'est avec l'accession du Cameroun oriental ou Cameroun français à l'indépendance en 1960 que ce pays est devenu un acteur des relations internationales. Autrement dit, c'est à partir de cette date que le Cameroun a commencé à se déployer sur la scène diplomatique internationale. Il fut rejoint le 1^{er} octobre 1961 par le Cameroun occidental ou Cameroun britannique pour former ensemble la République fédérale du Cameroun. Cette forme de l'Etat va aller jusqu'en 1972 qui marque l'année de la réunification des deux Cameroun. Le pays devient ainsi « la République unie du Cameroun » jusqu'en 1984 qui marque l'avènement de la République du Cameroun. Ce pays, qui a connu une évolution politique et institutionnelle riche, est le berceau de grands acteurs de l'histoire qui ont satellisé la mémoire collective. Au nombre de ceux-ci figure en bonne place William Étéki Mboumoua¹ à qui est consacrée cette étude biographique.

Longtemps assimilé à l'histoire des gloires individuelles ou des épopées nationales et dénoncé par l'Ecole des Annales, le genre biographique est progressivement réhabilité grâce aux travaux de plusieurs auteurs à l'instar de Jacques le Goff, Pierre Nora (J. le Goff et P. Nora, 1986) et Guillaume Piketty (G. Piketty, 1999). Pour ces derniers, le genre biographique permet de ressortir les initiatives individuelles et les comportements collectifs. Il a contribué au renouvellement de l'historiographie. En Afrique comme ailleurs, il est un prétexte pour étudier l'Homme comme acteur de l'histoire qui se meut dans un environnement où gravitent des acteurs collectifs. Ainsi, il permet de saisir dans leur complexité et leur interdépendance un

¹ William Étéki Mboumoua est né le 20 octobre 1933 à Douala au Cameroun. Marié et père de deux enfants il a fait ses études primaires à l'école publique d'Akwa jusqu'à 1945. En 1947, il obtient une bourse d'études pour la France. De retour au Cameroun en août 1958, il officia dans la préfecturale avant de rejoindre la haute administration. Entre 1974 et 1978, il fut Secrétaire général de l'Organisation de l'Unité africaine. Il fut ministre des affaires étrangères du Cameroun et président national de la Croix-Rouge. Il est mort le 26 octobre 2016.

Homme et sa société. C'est dans cette perspective justement qu'il faut inscrire cette étude biographique consacrée à Éteki Mboumoua. Ce haut commis de l'Etat camerounais a contribué à l'émergence de la diplomatie de son pays et au rayonnement de la diplomatie panafricaine.

Définie comme l'ensemble des rapports qu'entretient un État avec ses semblables, la diplomatie est un phénomène relationnel bilatéral ou multilatéral ou encore un acte de souveraineté et de préservation des intérêts d'une nation sur le plan international (O. Nay, 2011, 150). Elle est aussi considérée comme l'art d'entourer un pays d'amitiés qui protègent son indépendance et ses intérêts à l'étranger. Enfin la diplomatie, c'est aussi l'action de régler pacifiquement les conflits internationaux. (S. R. Nyanid, 2001, 9). En sa qualité d'État souverain, le Cameroun se dote d'une politique étrangère et d'un appareil diplomatique certes jeunes, mais pragmatiques et répondant aux exigences habituelles des rapports interétatiques (N. Mouelle Kombi, 1996, 15). Le président Ahmadou Ahidjo (1960-1982) avait mesuré l'enjeu que représente la diplomatie pour un État nouvellement indépendant comme le Cameroun. À son accession à la souveraineté internationale, le pays ne disposait pas d'un capital humain compétent dans les domaines de l'économie, de la défense et de la diplomatie. Il était assisté pour l'essentiel par les coopérants techniques français dans ces domaines où rares étaient les Camerounais qualifiés.

Par ailleurs, le Cameroun hérita à son indépendance de plusieurs défis parmi lequel, celui de l'affirmation de sa personnalité juridique au sein de l'organisation de l'unité africaine (OUA). En effet, le pays accède à la souveraineté internationale alors qu'il traverse une grave crise sociopolitique interne du fait de la rébellion upéciste. Après avoir connu une décolonisation sanglante, il devient indépendant dans un contexte de guerre froide où l'UPC accusé d'être un parti pro communiste est soutenu par le bloc de l'Est alors que le gouvernement de Ahidjo est parrainé par la France et le bloc capitaliste.

Par ailleurs, le Cameroun fut l'un des Etats fondateurs de l'organisation panafricaine d'une part et d'autre part un des rares pays à avoir eu deux de ses fils porté à la prestigieuse charge de Secrétaire général. William Éteki Mboumoua, élu à la tête du secrétariat général de cette organisation panafricaine en juin 1974, avait succédé à son compatriote Joseph Nzo Ekangaki, en poste depuis 1972² (Note 2)

² Pour d'amples informations sur le processus de succession de Nzo Ekangaki par William Éteki Mboumoua comme secrétaire général de l'OUA, lire l'ouvrage de Guy

L'élection du diplomate Éteki Mboumoua intervient dans un contexte où le Cameroun avait non seulement vaincu la rébellion upéciste mais aussi réussi à mener à terme son processus de réunification et d'unification interne. Il entendait alors se lancer à l'assaut du monde extérieur pour imposer sa présence et construire son rayonnement. L'élection de William Éteki Mboumoua à la tête de l'OUA en 1974 constitue un fait historique majeur en ce sens que ce diplomate camerounais remplace l'un de ses compatriotes élu deux ans plus tôt. Elle intervient aussi dans un contexte particulier marqué par une crise de fonctionnement interne de l'organisation panafricaine. Il est question d'analyser la politique de l'organisation panafricaine implémentée par Éteki Mboumoua à la tête de l'OUA entre 1974 et 1978. Autrement dit, quel a été l'apport de ce diplomate camerounais dans l'élan de construction d'une organisation panafricaine forte ? Pour mener à bien ce travail, nous allons présenter les fondements de la diplomatie camerounaise des années 1960 et montrer comment William Éteki Mboumoua a pu allier ses qualités humaines et professionnelles à la « diplomatie d'affirmation » du continent noir des années 1970.

1. William Éteki Mboumoua au secrétariat général de l'OUA ou énonciation de la « diplomatie d'affirmation » de l'organisation panafricaine

Pour une bonne compréhension des arcanes de la diplomatie panafricaine des années 1970, il faut au préalable dire que William Eteki Mboumoua et son prédécesseur Nzo Ekangaki étaient habités par les idéaux de la politique étrangère du Cameroun indépendant. Ceux-ci ont été dictés par le poids de l'histoire, le legs colonial et le positionnement au sein des organisations internationales.

1.1. Le Cameroun à l'OUA : un acteur des relations interafricaines

De manière générale, la politique étrangère du Cameroun durant la décennie 1960 fut certes discrète, mais efficace. Trois données essentielles doivent être prises en considération dans cette exégèse de la politique étrangère du Cameroun. La première est relative à la position géostratégique du pays. Situé, en effet, au point de contact entre l'Afrique centrale et l'Afrique occidentale, le Cameroun est un

pays-carrefour ouvert au monde. Ensuite, le destin exceptionnel de ce pays a voulu qu'il connaisse une triple administration coloniale entre la fin du XIXe siècle et la première moitié du XXe siècle. Il en a hérité un bilinguisme qui confère une nouvelle dimension à son ouverture au monde (J. Keutcha, 47). Enfin, il a été très tôt préparé à la vie internationale, n'ayant jamais été véritablement une colonie, mais ayant eu un statut particulier surtout après la Première guerre mondiale et la défaite allemande³. Il a été administré sous mandat de la Société des Nations d'abord et ensuite sous le régime de tutelle de l'ONU jusqu'à son indépendance en 1960.

Le président Ahmadou Ahidjo, dont la légitimité fut contestée par l'UPC et ses alliés du bloc de l'Est, opta pour un déploiement prudent et pragmatique sur le plan international après l'indépendance. C'est dans cette perspective qu'il faut d'ailleurs comprendre tout le sens de la nomination de Charles Okala de tendance socialiste à la tête de la diplomatie camerounaise juste après l'indépendance. Le président Ahidjo instaura un régime politique viril⁴ et concentra entre ses mains l'essentiel des prérogatives régaliennes de l'État. Au nombre de celles-ci figure en bonne place la diplomatie. Il a fait de cette parcelle de pouvoir un « domaine réservé » du Président de la république (J.F. Bayart, 1979, 190). La recherche des partenaires extérieurs et l'établissement des relations diplomatiques entre le Cameroun et un pays tiers furent conditionnés pendant quasiment toute la première décennie de l'indépendance, par la reconnaissance de la légitimité du président Ahidjo et de son régime.

Ahidjo avait une grande méfiance à l'égard des pays du bloc de l'Est et à l'égard des contraintes de l'héritage colonial français (D. Oyono, 1990, 87). La présence du Cameroun au sein des organisations internationales était l'une des stratégies politiques du pays pour imposer sa voix et orienter ses aspirations dans le concert des nations. C'est dans cette logique qu'il faut comprendre la posture de cet État non seulement dans le processus de la création de l'OUA mais aussi,

³ Protectorat allemand de 1884 à 1914, le territoire qui allait devenir Cameroun fut, après la première guerre mondiale, érigé en condominium franco-britannique puis scindé en deux. Les deux parties furent placées sous mandat de la SDN et de l'ONU et administrées par la France et l'Angleterre jusqu'en 1960 pour le Cameroun français et 1961 pour le Cameroun britannique

⁴ Il s'agit d'un régime policier et d'un pouvoir personnifié au service d'Ahmadou Ahidjo qui avait la hantise de l'UPC.

le combat mené par cette organisation dans la liquidation de l'ordre colonial en Afrique.

Il n'est pas superflu de rappeler que les pays africains accèdent à l'indépendance dans un contexte de guerre idéologique entre les USA et l'URSS. En octobre 1960, onze pays francophones se réunissent à Abidjan à l'initiative du président ivoirien Félix Houphouët-Boigny. Les leaders de ces pays décidèrent de soutenir le Congolais Joseph Kasavubu en proie à une crise politique interne et adoptèrent une « position molle » sur le problème algérien du fait de la pression et de l'influence de la France dans le dossier.

Lors de la réunion de Brazzaville tenue du 15 au 19 décembre 1960, le groupe est rejoint par Madagascar. Les principes de ce groupe sont la recherche de la paix, le refus de toute coalition dirigée contre l'un d'entre eux, la non-ingérence dans les affaires intérieures des pays, le respect des frontières des États au moment de leur indépendance, la coopération économique et culturelle sur la base de l'égalité, et une diplomatie concertée en vue d'une politique internationale commune (M. Vaisse, 2000, 199). Le groupe de Brazzaville donnera naissance à l'Union africaine et malgache (UAM) le 7 septembre 1961 lors de la conférence de Tananarive. Le désormais groupe de Brazzaville s'épaissit avec l'arrivée des pays tels que le Nigeria, le Libéria, la Sierra Léone, la Somalie, la Libye, le Rwanda, le Togo et la Tunisie. Pour ce bloc politique en construction, l'unité ne signifiait pas l'intégration politique mais « l'unité d'aspiration et d'action ». Le Cameroun choisit de rejoindre ce groupe pour des raisons liées à sa situation politique et sécuritaire interne d'une part, et à cause de l'étroitesse de ses liens avec la France d'autre part (D. Oyono, 190, 74).

Face au groupe dit de Brazzaville se constitua le groupe de Casablanca⁵ Plus radical et adepte d'une union immédiate et totale des pays du continent africain, ce groupe inspiré par Kwame Nkrumah ambitionnait de *faire triompher les libertés dans toute l'Afrique, réaliser son unité et cela dans le cadre du non-alignement, de la liquidation du colonialisme et du néo-colonialisme sous toutes ses formes* (J. Ki-Zerbo, 1978, 531). Le groupe de Casablanca constitué du Maroc, du Ghana, de la Guinée, du Mali et de l'Égypte apporta son soutien à Lumumba.

⁵ Pendant que se réunissait le groupe des États africains d'expression francophone à Brazzaville, le futur groupe de Casablanca a tenu une conférence à Conakry du 23 au 24 décembre 1960 pour condamner tous les regroupements africains fondés sur les langues des puissances occidentales. C'est lors de la réunion tenue à Casablanca du 3 au 7 janvier 1961 que ce groupe a été finalement formé.

Ce groupe se voulait la tête de proue d'une vraie révolution politique dont le but ultime était la constitution des États Unis d'Afrique. Les deux groupes fonctionnèrent en bloc antagonistes jusqu'à la conférence d'Addis-Abeba en Éthiopie en 1963.

En effet, du 22 au 26 mai 1963, Hailé Sélassié convoqua une réunion à Addis-Abeba à laquelle une trentaine de chefs d'États et de gouvernements africains prirent part. Cette réunion permit de rapprocher les blocs antagoniques et de concilier les chartes de Monrovia et de Casablanca. Elle favorisa la naissance de l'OUA. Au nombre des pays qui jouèrent un grand rôle dans l'avènement de cette organisation, figure en bonne place le Cameroun (J.F. Bayart, 1978, 110). Pendant toute la première décennie de son indépendance, le Cameroun s'aligna systématiquement derrière la France dans les dossiers de politique internationale. Après la victoire de l'armée camerounaise face à l'insurrection upéciste et la liquidation physique des derniers opposants à Ahidjo en janvier 1971, le Cameroun décida d'insuffler une nouvelle âme à sa diplomatie. Le pays était en quête d'horizons nouveaux. C'est ce second souffle de la diplomatie camerounaise que Narcisse Mouelle Kombi assimile à un temps de l'autonomisation de la diplomatie camerounaise (N. Mouelle Kombi, 1996, 75). Celle-ci cessa d'être une « diplomatie d'alignement » pour s'inscrire résolument dans la dynamique d'une « diplomatie d'affirmation ». Cette mutation ou évolution du sens et de l'orientation de la politique panafricaine est motivée par la quête et l'impératif du développement d'une part et par l'aspiration des africains à l'épanouissement intégral d'autre part. C'est dans ce contexte qu'intervient l'élection du diplomate camerounais Nzo Ekganki à la tête de l'OUA en 1972 et surtout celle de William Éteki Mboumoua deux ans plus tard.

William Eteki Mboumoua succéda à son compatriote Nzo Ekganki à la tête du secrétariat général de l'OUA en 1974 suite à l'affaire dit de « Lonrho » qui avait sérieusement terni l'image du secrétaire général camerounais. C'est donc dire qu'en dehors des responsabilités inhérentes à ses nouvelles fonctions, Eteki Mboumoua avait comme autres défis : polir les esprits et restaurer l'image de marque du Cameroun. Ceci a nécessité de la dextérité et des qualités humaines fortes. C'est ce à quoi s'est attelé le diplomate camerounais qui « hérita » d'un siège laissé vacant suite au scandale connu sous le nom de « l'affaire Lonrho ». Un scandale qui a plongé l'OUA dans une grave crise diplomatique.

William Éteki Mboumoua



© Archives privées familiales. (Sans date & sans lieu).

1.2. « L'affaire Lonrho » et la révocation du diplomate camerounais Nzo Ekangaki

Au moment où le Cameroun mettait en place un dispositif conséquent à son ambition de tonifier sa diplomatie en lui insufflant une nouvelle âme, il subit un revers de taille qui a failli lui coûter à la fois sa place et sa notoriété au sein de l'organisation panafricaine. En effet, en 1973, L'Égypte aidé par la Syrie et la Jordanie entrent en guerre contre Israël, dans le but de récupérer les territoires occupés en 1967 par Tsahal et de rétablir le peuple palestinien dans ses droits (A. Mazrui, 1998, 276). L'Afrique se montra solidaire de cette cause ; elle qui se battait contre l'occupation coloniale en Afrique et la ségrégation raciale en Afrique du sud. L'OUA, qui s'était fixé pour objectif de libérer la Rhodésie, le Mozambique, l'Angola, la Guinée-Bissau, la Namibie et le Sahara occidental, avait mis sur pied un comité de coordination pour la libération totale de l'Afrique. Le comité était chargé de mobiliser des ressources pour soutenir la lutte armée (E. F. Ngagoum, 2015, 125). À travers l'élection de Joseph Nzo Ekangaki, les espoirs étaient placés en le Cameroun qui a connu l'une des décolonisations les plus violentes en Afrique noire. Le pays d'Ahmadou Ahidjo était un des États les plus influents de la scène africaine du fait de son actif de membre fondateur de l'OUA. Yaoundé abrita, en guise de reconnaissance, plusieurs fois les assises du comité ad-hoc de l'OUA.

Au début du conflit israélo-arabe, l'État hébreux subît une série de revers militaires qui ont poussé son allié, les États-Unis, à intervenir pour le soutenir. Les pays arabes décidèrent alors d'utiliser le pétrole comme arme de pression diplomatique contre l'Occident (A. Wade, 2005). Ils en réduisirent leur production de près de 25% et décrétèrent un embargo sur les exportations vers les États-Unis, l'Afrique du Sud, le Portugal et les Pays-Bas. Les pays africains subirent, comme victimes collatérales, les affres de l'augmentation du prix du baril du pétrole et tentèrent de convaincre les pays arabes producteurs de revoir leur politique qui engendrait des effets néfastes. C'est alors que l'OUA prit certaines mesures en vue d'atténuer les effets de cette crise du pétrole (J. E. Pondi, 1995, 35). Sous le sceau de la confiance, elle chargea la London Rhodesian Mining Land Compagny (Lonrho), *d'établir des contacts avec les États membres touchés par l'embargo sur le pétrole, de conseiller, d'assister et d'entreprendre pour ses membres toutes les tâches nécessaires pour redresser la situation causée par l'embargo pétrolier* (J. E. Pondi, 1995, 35). En janvier 1974, l'affaire fut révélée au grand jour par Paul Bernetel, journaliste à l'hebdomadaire *Jeune Afrique*. Dans une série d'articles relayés par la presse internationale, Paul Bernetel et son collègue Denis Krylen rendirent publiques toutes les confidences de l'OUA en rapport avec la crise pétrolière. C'est ainsi que l'on a, par exemple, appris que la compagnie Lonrho était l'un des principaux bailleurs de fonds des régimes coloniaux de Rhodésie et d'Afrique du Sud (G. E. Sanga, 2012, 287). Elle avait investi des fortunes dans les mines, les grandes plantations et le commerce en Afrique Australe. L'affaire déboucha sur des révélations fracassantes amplifiées par la presse.

L'on aura ainsi appris que des pots de vin avaient été versés par la compagnie Lonrho pour décrocher le contrat signé à l'insu du conseil des ministres de l'OUA. Les travaux de la 22ème session du conseil des ministres, programmés le 22 février 1974 furent annulés en raison de la situation politique en Éthiopie. Nzo Ekangaki ne put s'expliquer devant les Chefs d'État africains au moment même où l'affaire commençait à paralyser le fonctionnement de l'institution panafricaine. Une véritable crise de confiance s'instaura au sein de l'OUA. Nzo Ekangaki tenta en vain de s'expliquer devant les membres du conseil des ministres, à la session de 1er avril 1974, à Kampala. Les chefs d'État africains et le président en exercice de l'OUA, le général Yakoubou Gowon du Nigeria, ne cachèrent pas leur amertume et dénoncèrent sans ambages l'initiative du secrétaire général et les dérives managériales de ce dernier (G. E. Sanga, 2012, 287).

À la fin de la session de l'OUA, Nzo Ekangaki n'était plus le Secrétaire Général de l'OUA car il fut révoqué. La révocation du

diplomate camerounais fut durement ressenti par le président Ahidjo qui n'avait pas caché son indignation. Ce renvoie de Nzo Ekangaki laissa, par ailleurs, au Cameroun une image sérieusement entamée au sein de l'organisation panafricaine. Bien que la version selon laquelle le Cameroun ne fit pas grand-chose pour favoriser le remplacement d'un de ses fils par un autre existe, le moins que l'on puisse dire, c'est que le président Ahidjo qui avait quitté le siège de l'institution panafricaine plus tôt que prévu suite à l'élimination de Eteki Mboumoua au premier tour du scrutin, déploya ensuite des efforts pour favoriser l'élection de ce dernier en 1974.

1.3. L'élection de William Éteki Mboumoua au poste de secrétaire général de l'OUA

Après le sommet de Kampala qui scella le sort de Nzo Ekangaki, c'est Mogadiscio qui abrita le 11^e sommet de l'OUA (J. E ; Pondi, 1995, 61). Omar Arteh Ghalib, le ministre somalien des affaires étrangères qui caressait le rêve de remplacer le diplomate camerounais, entra en campagne. Il arriva à Yaoundé le 29 avril 1974, en provenance de Bangui, Ndjamena et Khartoum. De Yaoundé, il se rendit à Libreville et à Malabo dans le but de solliciter le soutien des pays visités.

Pendant ce temps, le président Ahidjo avait entrepris secrètement des démarches en vue de faire remplacer son compatriote révoqué par un autre Camerounais. Il croyait en l'OUA et ne manqua pas l'occasion le 13 mai 1974, en marge des travaux de la 23^e session du comité de coordination pour la libération de l'Afrique, de dénoncer le colonialisme et de se montrer solidaire à l'endroit des pays africains victimes de la ségrégation raciale. Il affirme en substance (cf. A. Mazrui, 1998, 284) :

on ne peut s'empêcher de constater, avec une légitime amertume, la persistance de la domination raciale dans nombre de pays africains, notamment en Angola et au Mozambique, où le Portugal continue sa guerre coloniale rétrograde, avec son cortège d'atrocités indignes d'un peuple civilisé; en Afrique du Sud et au Zimbabwe où l'apartheid n'a rien perdu de son insolence injurieuse à l'égard des peuples noirs et en Namibie où les racistes d'Afrique du sud défient impunément l'autorité de l'OUA

Un mois après avoir prononcé ce discours, le chef de l'État camerounais débarqua à Mogadiscio pour le sommet de l'OUA. En fin stratège il fit un plaidoyer en faveur de Nzo Ekangaki. Il sollicite de ses pairs la permission de laisser son compatriote aller jusqu'au terme de son mandat, malgré sa forfaiture.

Il avait la conviction que sa requête allait difficilement prospérer mais c'était une stratégie pour présenter, en cas de rejet, la candidature

d'un autre Camerounais. Face au refus de réhabiliter Nzo Ekangaki, il présenta officiellement la candidature de son conseiller spécial William Aurélien Étéki Mboumoua, au poste de Secrétaire général de l'OUA. L'on procéda au vote pour solliciter le suffrage des membres de l'organisation panafricaine. Le candidat camerounais n'obtint que cinq voix au premier tour. Déçu par ce score qu'il assimila à un camouflet, Ahidjo quitta précipitamment Mogadiscio, abandonnant même une partie de sa délégation (G.E. Sanga, 2012, 291). Seize heures de débats et vingt tours de scrutin ne départagèrent les candidats restants en course, à savoir pas le Somalien Omar Arteh Ghalib et le Zambien Vernon Mwaanga.

Face à l'impasse qui se dessinait, le président Sédar Senghor du Sénégal remit la candidature de William Aurélien Étéki Mboumoua sur la table. C'est ainsi que ce dernier fut élu Secrétaire Général de l'OUA, en remplacement de son compatriote Nzo Ekangaki (G.E. Sanga, 2012, 293). L'élection de William Étéki Mboumoua aura permis non seulement de départager les candidats Somalien et Zambien mais aussi et surtout d'apaiser le courroux du président Ahidjo et du Cameroun. Aussi, faut-il voir dans cet acte de grande portée symbolique la reconnaissance de l'OUA des efforts déployés par le président Ahidjo dans le fonctionnement de l'institution panafricaine depuis sa création en 1963. A cela se greffent aussi les qualités intrinsèques de Étéki Mboumoua, un homme d'État qui a su capitaliser ses atouts dans un contexte où le destin fut indubitablement un allié important à sa désignation.

En outre, il faut voir dans l'élection du candidat camerounais le quotient personnel de l' élu ainsi que son pedigree. William Étéki Mboumoua avait à son actif une riche carrière de commis de l'État. Ministre de l'Éducation nationale au Cameroun au lendemain de l'indépendance, il avait remarquablement contribué à la mise en place d'un système éducatif efficace adapté non seulement aux réalités socioculturelles de son pays mais aussi aux aspirations du pays pour son développement. Ce système éducatif puisait ses fondements dans l'héritage du passé historique d'un pays qui a connu une triple colonisation (J. E. Pondi, 1995, 66) Par ailleurs Étéki Mboumoua, qui avait siégé au sein du conseil exécutif de l'UNESCO entre 1962 et 1968, était pétri d'expérience par rapport au fonctionnement d'une organisation internationale. Entre 1968 et 1970, il présida aux destinées de la Conférence générale de l'UNESCO, au moment où les États africains, fraîchement indépendants, adhéraient comme membres de cette prestigieuse organisation. Il contribua à la redéfinition des programmes de celle-ci, notamment le programme opérationnel qui impacta la qualité de l'éducation en Afrique. Conseiller spécial du

président de la république du Cameroun, Étéki Mboumoua avait une belle carte de visite et une expérience nécessaire pour diriger l'OUA. Ce haut commis de l'État camerounais a su allier ses qualités intellectuelles à son riche passé de fonctionnaire international et un art de fin négociateur. Malgré le revers qu'il a essuyé au premier tour de l'élection au poste qu'il sollicitait, il ne s'est pas découragé et n'a pas quitté Mogadiscio comme l'avait fait le président Ahidjo. Il a attendu sur place. Ce qui lui a donné raison puisqu'il profita du blocage qui a résulté du duel entre les candidats Somalien et Zambien pour solliciter de la part des chefs d'États africains de remettre sa candidature en course. Entre temps, il avait réussi à prendre langue avec les membres de plusieurs délégations africaines et notamment sénégalaise. C'est ainsi que le président Sédar Senghor va réhabiliter sa candidature et lui donner la chance de convaincre les votants par rapport au projet qu'il avait pour l'OUA.

Il ressort de ce qui précède que l'élection de William Étéki Mboumoua au poste de Secrétaire général de l'OUA est la résultante de plusieurs facteurs dont les plus importants sont le quotient personnel du candidat, la part du destin et celle des contingences historiques.

2. Étéki Mboumoua à la tête de l'OUA : entre promotion de la diplomatie panafricaine et combat politique pour la paix en Afrique australe

Adeptes de la diplomatie culturelle, Étéki Mboumoua était un féru de la culture. Ce type de diplomatie peut être appréhendé comme étant la valorisation de la culture d'un État ou d'un groupe social auprès d'un autre dans le but d'établir et de consolider les liens entre les peuples (G.E. Sanga, 2012, 257). Comme Secrétaire Général de l'organisation panafricaine, le diplomate camerounais avait pour ambition de développer et de valoriser le potentiel culturel africain à travers les échanges, la propagande et le cinéma. Il était convaincu que la diplomatie culturelle pouvait constituer un vecteur de liaison et d'interconnexion des peuples africains dans un monde en mutations où l'identité culturelle est un paradigme de développement et un gage de liberté.

2.1. La promotion de la diplomatie panafricaine et le renforcement de la coopération intra-africaine dans les domaines économique et culturel

Dans son ouvrage où il fait la recension et la classification des Secrétaires Généraux de l'OUA, Jean Emmanuel Pondi range William Eteki Mboumoua dans la catégorie des secrétaires généraux

diplomates. Il s'agit ici des responsables de l'organisation qui avaient eu pour principal souci de rapprocher les adversaires et de concilier les avis antagonistes en recherchant le compromis (J.E. Pondi, 1999, 54). Il s'engagea ainsi à opérer une espèce de replâtrage des blessures laissées ouvertes par les divisions entre les pays qui s'étaient alignés derrière le candidat somalien, ceux qui supportaient le Zambien et ceux qui étaient contre son élection. Opposé à la diplomatie de connivence⁶, William Éteki Mboumoua était plutôt un fervent partisan de la diplomatie traditionnelle africaine qui milite pour la conciliation, la réconciliation et la paix des cœurs grâce aux vertus du dialogue. C'est parce que le dialogue et la négociation font partie de ses repères que William Eteki Mboumoua est qualifié par Guy Ernest Sanga de fin négociateur adepte du réalisme en diplomatie (G.E. Sanga, 2012, 449). Il voulait transformer la tribune de l'institution panafricaine en une sorte d'arbre à palabres pour rassembler tous les États membres et faire en sorte que les différences culturelles des uns et des autres soient plus un levier de développement qu'un handicap dans le processus d'émergence de l'Afrique post-indépendance.

Tout au long de son mandat, le diplomate camerounais contribua à la restauration de l'image de marque de l'OUA ternie par les scandales de corruption et d'inertie, à la promotion de la diplomatie économique et culturelle de l'organisation dont il a la charge. Bien outillé pour exercer ses fonctions à la tête de l'institution panafricaine, Éteki Mboumoua avait entrepris d'accompagner les États membres de l'Organisation dans le processus de développement de leurs politiques économique et culturelle. C'est dans cette logique qu'il faut situer la signature entre 1974 et 1978 de plusieurs accords de coopération entre des organisations internationales et l'OUA. Il s'agit entre autres de la Commission des Nations Unies pour l'Afrique (C.E.A), de l'Organisation Internationale du Travail (O.I.T.), du Programme des Nations Unies pour le Développement (PNUD), de la Banque Africaine pour le Développement (BAD) et de l'Organisation Mondiale de la Propriété Intellectuelle (OMPI) (J.E. Pondi, 1999, 36)).

La redynamisation des activités de l'OUA sous la houlette du nouveau Secrétaire Général a favorisé le rapprochement entre l'institution panafricaine et ses États membres. C'est dans cet ordre d'idées que l'OUA et la République d'Algérie ont co-organisé la deuxième Foire Commerciale Panafricaine à Alger du 1er au 17

⁶ Pour d'amples détails par rapport à ce concept, bien vouloir lire : Badie B., *La diplomatie de connivence. Les dérives autocratiques du système international*, Paris, La Découverte, 2011.

octobre 1976. À travers cette manifestation, la capitale algérienne était devenue la vitrine africaine d'exposition des matières premières et énergétiques d'une part et d'autre part et une plate-forme de négociations avec des entreprises internationales, présentes sur le continent ou non. C'est également pendant le mandat du Camerounais à la tête de l'OUA que le Plan d'Action de Lagos⁷ a été adopté à travers la Déclaration de Kinshasa. Le titre III de cette déclaration stipule que (J.E. Pondi, 1999, 78) :

Le conseil des ministres recommande aux chefs d'États de créer une communauté économique africaine. Cet objectif d'intégration économique devait être atteint dans un délai de 15 à 25 ans et par étapes successives. Le conseil des ministres considère que les intégrations sous régionale et sectorielle, forment la base d'une stratégie et d'une approche efficaces et réalistes de développement concertées au profit des peuples du continent.

Ce document constitue le pilier sur lequel repose la stratégie d'intégration économique de l'Afrique⁸. Dans le domaine culturel, la coopération entre l'OUA et l'UNESCO a été revue et densifiée grâce aux attaches de William Eteki Mboumoua avec l'organisation onusienne. C'est dans cet ordre d'idées que s'est tenue à Accra du 27 octobre au 6 novembre 1975 la réunion qui avait pour but de définir les politiques culturelles de l'Afrique dans un monde en mutations. Le secrétaire général Eteki Mboumoua présenta à l'assemblée un document de coopération culturelle entre l'Afrique et l'UNESCO ainsi qu'un avant-projet de la charte culturelle du continent noir. Certaines dispositions de cet avant-projet ont été amendées pendant la réunion des ministres de la culture en mai 1976 à Addis-Abeba, et le document fut adopté par les chefs d'États et de Gouvernement de l'OUA à l'issue du 13ème sommet tenu en île Maurice du 2 au 13 juillet 1976. (J.E. Pondi, 1999, 80).

L'OUA organisa, par ailleurs, du 15 janvier au 12 février 1977 au Nigeria le second festival mondial des Arts et de la Culture négro-africaine. Ce festival a connu un franc succès. William Éteki Mboumoua était un féru de la culture et un fervent partisan de la diplomatie culturelle. Il s'attela à redonner une âme à la culture

⁷ Le lecteur trouvera un intéressant développement de la question dans l'ouvrage déjà cité de Abdoulaye Wade.

⁸ Pour plus des détails, lire J. E. Pondi, *Le secrétaire général de l'OUA...*, Samir A., (dir), *Afrique exclusion programmée ou renaissance*, Paris, Maisonneuve et Lacrosse, 2005.

africaine conformément à l'une des missions à lui confiées par l'organisation dont il la charge. En outre, il offrit ses bons offices dans la crise politique angolaise qui montra les limites de l'OUA dans la gestion et la résolution des conflits africains.

2.2. Le Secrétaire Général Éteki Mboumoua et la crise angolaise

Pays lusophone d'Afrique à la lisière du golfe de Guinée, l'Angola a sombré dans la guerre civile à cause d'une décolonisation mal négociée. La paix dans cette ancienne colonie portugaise fut l'une des préoccupations du diplomate camerounais. Il reçut de l'OUA le mandat de rapprocher les positions des protagonistes et de réconcilier les acteurs politiques angolais. Cependant, les États membres de l'organisation ne s'accordaient pas sur les mouvements internes ni sur les acteurs angolais à soutenir pour conquérir et consolider l'indépendance du pays.

En fonction des affinités des uns et des autres, les États africains soutenaient chacun soit le Mouvement populaire pour la libération de l'Angola (MPLA) d'Agostino Neto, soit le Front national pour la libération de l'Angola (FNLA) de Roberto Holden soit l'Union Nationale pour l'indépendance totale de l'Angola (UNITA) de Jonas Savimbi (E.F. Ngagoum, 2015, 80). En 1974, Eteki Mboumoua prit part à une réunion informelle tenue à Mombassa au Kenya dont le but était de rapprocher les trois forces politiques majeures en place en vue de faire bloc contre le colonisateur et conquérir l'indépendance du pays (G.E. Sanga, 2012, 318). Malgré la frilosité du MPLA qui tenait à marquer sa supériorité sur les autres forces angolaises, la séance permit de trouver un compromis et faire adopter aux trois protagonistes l'option d'une coexistence pacifique à travers la formation d'un gouvernement d'union nationale. Pour ce faire, le secrétaire général de l'OUA prit sur lui l'engagement de négocier directement avec chacun des leaders des trois mouvements en aparté, à la suite de quoi il eut une entrevue entre les quatre pour harmoniser les positions (ibid, 319). Malheureusement, les différences idéologiques et l'ingérence extérieure dans la crise ont mis à rude épreuve le fragile équilibre trouvé grâce à l'entremise de William Eteki Mboumoua. Celui-ci fut rompu et dès mai 1975, le pays bascula dans une sanglante guerre civile (A. Mazrui, 1998, 294).

Soucieux de la paix et du bien-être du peuple angolais, le Secrétaire général de l'OUA proposa ses bons offices aux belligérants dans le but de refréner la violence et sortir le pays de la crise dans laquelle elle était plongée. Malgré la complexité de la situation et la détermination des acteurs politiques angolais à privilégier leurs intérêts au détriment de ceux du peuple, il ne se découragea pas. Il

sollicita l'implication des chefs d'États africains dans la résolution de cette guerre civile. Un sommet extraordinaire fut convoqué pour débattre de la question angolaise⁹. L'ingérence des puissances étrangères dans la crise politique et militaire en Angola ajouté au contexte historique de la guerre froide ne permit pas à Eteki Mboumoua de réconcilier les frères ennemis angolais ni à imposer la paix dans ce pays richement doté d'hydrocarbures (E.F. Ngagoum, 2015, 92).

Le sommet s'acheva sans la moindre résolution. L'Angola s'enlisa dans la crise dans un contexte de guerre froide qui obligea l'OUA à promouvoir la politique de non alignement à l'égard de tous les blocs idéologiques ». Par ce fait, l'organisation panafricaine assista impuissamment à la descente aux enfers de l'un de ses États membres au nom de la neutralité qui fonde sa politique internationale (G.E. Sanga, 2012, 322). Les intérêts américains d'un côté et ceux de l'URSS de l'autre étaient plus puissants que la volonté d'un diplomate de la paix fut-ce-t-il le secrétaire général de l'OUA. En effet, les États-Unis soutenaient l'UNITA et le FLNA tandis que l'URSS et Cuba soutenaient le MPLA. Du côté africain, sous des apparences de neutralité se cachaient des luttes fratricides, entre le Zaïre qui avait servi de base américaine pour soutenir la rébellion UNITA-FLNA, et l'Afrique du Sud qui soutenait l'UNITA. L'OUA ne disposait ni de moyens financiers et logistiques suffisants ni des forces d'interposition pour intervenir en Angola et imposer la paix. Ce fut un échec de l'organisation panafricaine et de son secrétaire général qui s'était personnellement impliqué dans la recherche des solutions endogènes viables à cette crise aux enjeux énormes et aux conséquences dramatiques.

Conclusion

William Éteki Mboumoua fait partie de la première génération des intellectuels camerounais qui ont eu la responsabilité de conduire les affaires publiques du jeune Etat indépendant après 1960. Pendant la première décennie de son indépendance, le Cameroun a pratiqué une « diplomatie d'alignement » sur les positions de la politique française en Afrique. La situation sociopolitique interne et ses effluves sécuritaires ajoutés à l'inexpérience de ceux qui avaient en charge les

⁹ Depuis la création de l'OUA en 1963, c'était la première fois que l'Assemblée des chefs d'États et de gouvernements se tenait en situation extraordinaire. Convoqué à l'initiative de Siad Barré le président somalien en exercice de l'OUA, un seul point était inscrit à l'ordre du jour : l'examen de la situation de l'Angola. Voir Ngagoum E. F. « Jean Keutcha... », pp.80 et suivantes.

destinées de la nation en matière de politique internationale justifient largement « l'aplaventrisme » de la diplomatie camerounaise pendant la première décennie de son indépendance.

L'entame de la décennie 1970 va marquer un tournant dans l'histoire de la diplomatie camerounaise à travers une réforme intervenue en 1971¹⁰. Le pays opta, en effet, pour l'émancipation de sa politique étrangère. C'est dans cette logique qu'il faut situer l'avènement de ce que nous avons appelé « diplomatie d'affirmation ». Plus offensive et moins myope, cette diplomatie va se mettre en branle et favoriser l'élection de deux camerounais, l'un en remplacement de l'autre, à la tête du secrétariat général de l'OUA entre 1972 et 1978.

William Étéki Mboumoua qui remplace Nzo Ekangaki en 1974 fut un grand diplomate qui a marqué les esprits par ses qualités humaines et son professionnalisme. L'on aura retenu de son mandat à la tête de l'OUA, qu'il a été l'initiateur de la diplomatie économique et culturelle de l'organisation panafricaine. La réhabilitation, la promotion et la valorisation de la diversité culturelle africaine furent les grands axes d'une « politique de rassemblement » dont il a initiée au sein de l'institution panafricaine. Fin négociateur il a, selon G. E. Sanga, offert ses bons offices dans la crise politique interne en Angola. Ses efforts n'ont pas, hélas, empêché le pays de sombrer dans la guerre Civile.

Dans l'ensemble, l'élection de William Étéki Mboumoua en remplacement de Nzo Ekangaki fut un événement historique. Elle est un cas unique dans l'histoire de l'institution panafricaine où un secrétaire général sortant est remplacé par un de ses compatriotes. Elle intervient aussi dans un contexte où l'image du Cameroun était fortement écornée par « l'affaire Lornha » qui a emporté Nzo Ekangaki. Cette élection a permis au diplomate camerounais d'apporter sa pierre dans le processus d'édification de l'OUA sur la scène internationale.

Bibliographie

Ouvrages et Articles

Mazrui A., C. Wondji, *Histoire générale de l'Afrique, t8. L'Afrique depuis 1935*, Paris, UNESCO, 1998

¹⁰ Lire à toutes fins utiles, Abogo V., « La perception camerounaise du non-alignement : 1960-1990 », Mémoire de Maîtrise en Histoire, Université de Yaoundé 1, 2003 ; Bekono C. A., « Le Cameroun et les mouvements de libérations nationales africains (1960-1990) », Mémoire de Maîtrise en histoire, Université de Yaoundé, 2006

- Badie B. *La diplomatie de connivence. Les dérives autocratiques du système international*, Paris, La Découverte, 2011.
- Bayart J. F., *L'État au Cameroun*, Paris, PFNSP, 1979.
- Goff Le, J., P. Nora (dir.), *Faire de l'Histoire*, Tome 1, Nouveaux Problèmes, Paris, Gallimard, Folio, 1986.
- Keutcha J., *Un pays, des hommes, un continent*, Noirel, Les Presses du Management, 1991
- Ki-Zerbo J., *Histoire de l'Afrique noire*, Paris, Hatier, 1978
- Mouelle Kombi N., *La politique étrangère du Cameroun*, Paris, L'Harmattan, 1996
- Nay O. (dir.), *Lexique de science politique*, 2^e édition, Paris, Dalloz, 2011
- Oyono D., *Avec ou sans la France, la politique Africaine du Cameroun depuis 1960*, Paris, L'Harmattan, 1990.
- Piketty, G., « La biographie comme genre historique ? étude de cas », revue *Vingtième siècle*, volume 63, Numéro 1, 1999, pp. 119-126.
- Pondi J. E., *Le secrétaire général de l'OUA dans le système international. Contribution à l'étude du mandat de William Eteki Mboumoua (1974-1978)*, Yaoundé, CLE, 1996,
- Sanga G. E., *William Eteki Mboumoua. Grand commis d'État et diplomate*, Douala, Veritas, 2012
- Wade A., *Un destin pour l'Afrique*, Paris, Michel Lafont, 2005

Mémoires

- Abogo V., « La perception camerounaise du non-alignement : 1960-1990 », Mémoire de Maîtrise en Histoire, Université de Yaoundé 1, 2003.
- Bekono C. A., « Le Cameroun et les mouvements de libération nationale africains (1960-1990) », Mémoire de Maîtrise en histoire, Université de Yaoundé 1, 2006.
- Mbala A., « Jean Faustin Bétayéné 1922-1973. Esquisse de la biographie d'un acteur de l'histoire des premières heures du Cameroun », Mémoire de DIPES II, ENS de l'Université de Yaoundé I, 2004
- Ngagoum E. F., « Jean Keutcha, vie et parcours d'un grand commis de l'État camerounais (1923-2012) », Mémoire de Master II en Histoire, Université de Douala, 2015
- Nyanid S. R. Z., « La diplomatie à l'épreuve de la démocratisation du régime camerounais », Mémoire de DESS, Yaoundé, IRIC, 2001